

**Arrêté préfectoral portant abrogation de mise en demeure  
Société BOSTIK  
Commune de Ribecourt-Dreslincourt**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 19 février 2014 et 29 janvier 2018 modifiant les prescriptions réglementant le fonctionnement de la société BOSTIK ;

Vu l'arrêté préfectoral portant mise en demeure de la société BOSTIK du 8 septembre 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 25 novembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les éléments attestant que tous les émissaires associés à des équipements en fonctionnement ont fait l'objet d'analyses des rejets atmosphériques depuis moins de 3 ans ;
2. Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les éléments attestant que l'état des cartouches ou manches équipant les filtres des dépoussiéreurs du site a été contrôlé depuis moins d'un an et que le résultat de ces contrôles et les actions menées en conséquence sont mentionnés dans un registre ;
3. Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les éléments attestant que les pompes de transfert équipant les réservoirs de MDI et de TDI du site sont des pompes magnétiquement couplées ;
4. Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la chaudière Fluide Thermique Pilote a été remplacée par une chaudière électrique ;

5. Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'alimentation en fioul de la chaudière Eau Chaude Pilote a été déposée pour remplacement de cette chaudière par une pompe à chaleur ;
6. Par courriel du 24 août 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les éléments explicitant les conditions d'élaboration du plan de gestion de solvants du site ;
7. Lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les éléments attestant qu'une mesure en amont et aval des filtres à charbon actif sur les émissaires n° 44, 53 et 54 est réalisée bimensuellement dans la mesure du fonctionnement des équipements associés ;
8. Les dispositions sur lesquelles repose l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 septembre 2023 ne sont donc plus applicables ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 septembre 2023 pris à l'encontre de la société BOSTIK, dont le siège social est situé 253 avenue du Président Wilson à La Plaine Saint-Denis (93210), pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Ribécourt-Drélincourt (60710) est abrogé.

### **ARTICLE 2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

### **ARTICLE 3 : PUBLICITÉ**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Ribécourt-Dreslincourt pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Ribécourt-Dreslincourt fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 4 : EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Ribécourt-Dreslincourt, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **10 DEC. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général

  
Frédéric BOVET

#### **Destinataires :**

Société BOSTIK

Monsieur le Sous-Préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de la commune de Ribécourt-Dreslincourt

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Monsieur l'Inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

